Un document « chouchou » pour plusieurs thèmes

DE FRANCE
DE FRANCE
DE FRANCE

DE FRANCE

DE FRANCE

DE FRANCE

PARK
WELLINGTON PARK

WELLINGTON PARK
BELFAST, BT9 6DJ

TELL 860 325



BELFAST LE 20 Mars

197

NOTE SUR L'IRLANDE DU NORD

Pas plus grande que le Yorkshire et pas plus peuplée que LEEDS, l'Irlande du Nord, formée de six des neuf comtés de l'Ulster (*), mesure 13.564 Km2 (5,6% du Royaume Uni et 16% de l'Île) et compte 1.536.065 habitants (**) (2,8% du Royaume Uni et 34,2% de l'Île).

	Superficie	Population	Densité
Irlande du Nord	13.564 Km2	1.536.065	114
EIRE	70.830 Km2	2.962.758	42
Ensemble de l'île	84.394 Km2	4.498.823	53

Sur le plan ethnique : un million de descendants d'anglais et d'écossais et cinq cent mille irlandais. Sur le plan religieux : un million de protestants et cinq cent mille catholiques.

Religion	Irlande du Nord	Eire
Catholiques Anglicans Presbytériens Méthodistes Divers	35% 25% 30% 5% 5%	95% 3,7% 0,7% 0,2% 0,4%

Les protestants minoritaires en EIRE et dans l'ensemble de l'île, sont majoritaires en Irlande du Nord.

./...

^(*) ANTRIM, DERRY, TYRONE, FERMANAGH, ARMAGH, Les 3 autres étant : CAVAN, MONAGHAN et DONEGAI (**) Recensement de 1971.

Un document « chouchou » pour plusieurs thèmes

CADN - Londres Ambassade 1970-1979 378PO/8 487 20/03/75 - Consulat de France en Irlande du nord > MAE - Note sur l'Irlande du Nord.



D'après le document d'archives.

« Irlande du Nord est formée de six des neuf comtés de l'Ulster (16% de l'île) et compte 1,5 million d'habitants (2,8% du Royaume-Uni, 34% de l'île d'Irlande).

Sur le plan ethnique : un million d'anglais et d'écossais et cinq cent mille irlandais.

Sur le plan religieux : un million de protestants et cinq cent mille catholiques.

Religion	Irlande du Nord	Eire
Catholiques Anglicans Presbytériens Méthodistes Divers	35% 25% 30% 5% 5% 5%	95% 3,7% 0,7% 0,2% 0,4%

Les protestants veulent rester avec la Grande Bretagne qui fut prépondérante pendant les trois derniers siècles. Les catholiques asservis pendant ces siècles veulent rejoindre la République irlandaise, dont ils ont été séparés par la Grande Bretagne il y a 50 ans.

Au problème politique de la cohabitation pacifique de deux communautés séparées par plusieurs siècles de rancunes et qui se réclament chacune d'une religion et d'une allégeance différentes, s'ajoute celui de l'emploi sur une terre pauvre au sous-sol démuni.

Questions politiques.

La situation actuelle dérive de l'arrêt au début du XVIIe siècle, du processus d'assimilation qui avait été jusque là permis aux envahisseurs successifs de se fondre dans la population déjà en place : les anglais et les écossais protestants venus s'installer à cette époque dans le Nord-est de l'île ne se sont jamais assimilés.

La différence de religion semble avoir été l'obstacle insurmontable qui se dressa entre ces immigrants et la population indigène dont ils prirent la place. Il en a résulté jusqu'à nos jours deux communautés rigoureusement distinctes qui se côtoient depuis 300 ans sans aucune interpénétration. Les uns orgueilleux de leur foi, forte de leur nombre et de leur héritage des vainqueurs de l'époque ; les autres, citoyens de seconde zone, victime d'une discrimination légale dont la dernière forme n'a disparu qu'en 1969 avec la suppression du vote censitaire. Mais les mentalités n'ont pas suivi la loi et la ségrégation demeure et alimente la lutte.

Les deux Eglises rejettent la notion de guerre de religion. Mais la conquête de l'Irlande par les rois catholiques d'Angleterre avait quand même donné naissance à une société anglo-irlandaise malgré les brutalités et les injustices. Ce qui ne fut plus le cas avec les gouvernements de Cromwell et de Guillaume d'Orange.

Comment effacer en quelques années trois siècles d'intolérance?

Certains voient dans ce conflit une libération nationale ou ce qui est proche, la dernière décolonisation d'Europe. Explication séduisante qui contint une part de vérité. L'Irlande ne fut-elle pas livrée aux « planteurs anglais et écossais » - terme insolite sous ces latitudes - qui chassèrent les irlandais de leurs terres ? N'y a-t-il pas une législation discriminatoire, une exploitation du sol et des habitants qui à bien des égards rappelle celle des territoires d'outre-mer?

D'autres parlent de subversion étrangère dans cette partie de l'Occident, qui joua pendant la dernière guerre le rôle capital de tête de pont que Churchill souligna si bien, en marquant la reconnaissance que la Grande Bretagne et ses Alliés devaient aux Ulstériens. Les sympathies révolutionnaires des « Provos », et surtout, la position communiste des « Officiels » (IRA et Sinn Fein) sont inquiétantes. En 1974, un dirigeant loyaliste affirmait que cette communauté ne voulait pas d'un nouveau Cuba. Le danger n'est pas imminent. L'Ulstérien est encore très hostile au communisme par tempérament, par tradition, et surtout, par foi religieuse.

Un examen plus attentif de la situation créée par cette guerre civile naissante montre que le poids du terrorisme pèse aussi bien sur les protestants que sur les catholiques et, dans chacune des deux communautés, sur les plus déshérités d'entre eux.

On a trop souvent dit que les premiers étaient riches et les seconds pauvres. Une visite de Belfast Est (quartier protestants) montre que les logements ouvriers valent ceux d'Andersontown (quartier catholique). Certains sont même pires. Ils n'ont encore ni électricité, ni eau ... Or ces deux quartiers fournissent les quatre cinquième des effectifs des groupes paramilitaires de la ville. Rares sont, en effet, les combattants clandestins qui appartiennent aux classes aisées. Les bombes ne touchent jamais les quartiers résidentiels et encore moins les maisons patriciennes.

Vingt-et-un partis politiques d'importance très inégale se partagent la clientèle politique. 2/3 protestants et 1/3 catholique. Voir tableau en fin de document.

Tentatives de solutions

De 1800 à 1912. Intégration totale à la Grande Bretagne. > échec vu la situation en 1975. 1912. « Home Rule ». Application suspendue à cause de l'entrée en guerre en 1914. Aurait fait de l'Ulster une minorité loyale à la Couronne dans une Irlande catholique sans allégeance. Opposition immédiate des protestants. L'un d'eux, Carson, crée UVF à ce moment-là.

1920. Nouveau « Home Rule » > « Governement of Ireland Act ». Sépare 6 comtés du nord-est du reste de l'île et crée à Belfast et à Dublin un gouvernement et un parlement local avec un Conseil de l'Irlande commun qui ne verra jamais le jour. Le Sud refuse la partition mais y est contraint par la menace de guerre proférée par le gouvernement de Londres et signe en décembre le traité anglo-irlandais créant un Etat libre d'Irlande et une province (l'Irlande du nord) intégrée à la Grande Bretagne. Dans cette province, Londres exerce le pouvoir dans les domaines de la Défense, des Affaires étrangères et des impôts. Le Stormont (Parlement) a les pouvoirs législatifs dans le domaine de la politique intérieure, maintien de l'ordre et respect de la loi.

1949. « Northern Ireland Government Act » : la constitution d'Irlande du Nord ne peut être modifiée sans l'accord de sa population.

Proclamation de la République d'Irlande dans l'Etat libre d'Irlande.

1969-1972. Début période des Troubles. Proposition d'un plan de réformes sur 3 ans afin de diminuer les tensions entre les deux communautés. > échec.

Mesure d'exception : loi de l'internement. Les forces de l'ordre peuvent emprisonner sans jugement.

1972. Northern Ireland Act. Suspension du gouvernement et du Parlement du Stormont. Londres administre directement la province. Création d'un Secrétaire d'Etat pour l'Irlande du Nord dans le cabinet du Premier ministre.

1973. Référendum. Forte abstention des catholiques. Irlandais du nord expriment leur volonté de rester au sein du Royaume-Uni.

Prolongation de la suspension du Parlement d'Irlande du Nord jusqu'à la création d'une nouvelle constitution. > Northern Irland Constitution Act qui crée une assemblée de 80 membres élus au suffrage proportionnel, un gouvernement local. Le Secrétaire d'Etat à Londres restera en charge du maintien de l'ordre et de respect des lois.

Recherche de collaboration entre le Nord et le Sud.

Trois engagements sont aussi pris:

- Irlande du Nord continuera à faire parti du Royaume-Uni tant que la majorité de ses habitants le souhaitera.
- La Grande Bretagne aidera l'Irlande du Nord à atteindre les niveaux de vie et d'emploi du reste du Royaume-Uni.
- L'armée britannique restera en Irlande du Nord tant que la situation l'exigera. Création du Conseil de l'Irlande.

1974. Suspension de la Constitution de 1973.

Proposition de création d'une Convention élue pour préparer une autre constitution qui se basera sur le power-sharing. Refus des loyalistes.

Personne n'a encore été capable d'apporter de solution satisfaisante à ce problème de cohabitation de deux communautés antagonistes dans un cadre institutionnel acceptable par tous.

L'équilibre démographique pourrait peut-être permettre de trouver une solution. La natalité des catholiques est beaucoup plus élevée que celle des protestants. Cependant elle est depuis longtemps compensée par un fort courant migratoire.

L'emploi est un des graves problèmes de l'Irlande du Nord. Le taux de chômage est le plus fort du Royaume-Uni et de la Communauté européenne. Cela aggrave encore l'émigration des catholiques.

Le niveau de vie de l'Irlande du Nord se situe proche de celui de la grande Bretagne qui est le plus bas de l'Europe des 9. Les salaires sont de 10% inférieurs à ceux du reste du Royaume-Uni.

La situation du logement est alarmante en raison de la pénurie de locaux d'habitation et de leur sous-équipement. Le terrorisme en détruisant des milliers de maisons, dont la plupart ont été reconstruites, le plus souvent très mal et parfois suivent un type inhabituel dans ce pays de l'immeuble de caserne à plusieurs étages, et en provoquant l'évacuation par mesure de sécurité de 10 000 logements rien qu'à Belfast, a aggravé la situation.

L'Irlande du Nord compte en effet 90 000 maisons inhabitables ou insalubres, soit une sur cinq, contre une sur 14 en Angleterre. 18 000 sont en ruine, 73 000 ont besoin de 1000 £ de réparations et 82 000 sont dépourvues des cinq principales installations de confort moderne.

L'inconfort, l'insalubrité, la promiscuité ont créé un malaise social que certains partis, comme le Sinn Fein Officiel n'ont pas manqué d'exploiter. Par ailleurs les mauvaises conditions de logement touchent précisément ceux qui prennent une part effective à l'action terroriste.

	Tableau de synthèse sur les forces politiques en présence d'après la note.				
Tendances	Loyalistes	Modérés	Républicains		
Religion et/ou origine	Majoritairement protestants intransigeants (Ordre d'Orange) Descendants des écossais et des anglais amenés pour coloniser l'île.	Protestants Catholiques	Majoritairement catholiques.		
Les Partis politiques	Official Unionist Party (OUP) Democratic Unionist Party (DUP) Vanguard Unionist Party (VUP)	Unionist Party (protestants). SDLP ou Socialist Democratic Labour Party (catholiques). L'Alliance (catholiques et protestants)	Sinn Fein officiel retiré de la lutte armée depuis 1972. Depuis 1974 est divisé > IRSP (Irish Republican Socialist Party) Sinn Fein Provisoire né en 1969 soutient la lutte armée contre les protestants et les forces de l'ordre.		
Programmes	Veulent rester au sein du Royaume-Uni Veulent rester en Irlande du Nord et y vivre sous les lois de la Grande Bretagne et de la religion réformée. Préfèreraient l'indépendance de l'Irlande du Nord plutôt que d'être rattaché à la République d'Irlande.	Pour le « power sharing » proposé en 1973. UP > Veulent rester au sein du Royaume-Uni mais en cherchant à s'entendre avec la République d'Irlande sur des domaines communs. SDLP > Beaucoup veulent la réunification de l'Irlande.	Veulent le départ des britanniques et l'intégration à l'Eire. Départ des troupes d'occupation, départ de l'administration anglaise voir départ de tous les Anglais.		
Groupes para- militaires	UDA (Ulster Defense Association) UVF (Ulster Volunteer Force) UFF (Ulster Free Fighters)		IRA Officielle IRA Provisoire ou « Provos » avec des effectifs peu nombreux mais un fort soutien de la population catholiques.		